



LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE

N° 9

30 MAI 2021

COLOMBIE : UN PEUPLE EN RÉSISTANCE

TABLE DES MATIÈRES

LE SOULÈVEMENT POPULAIRE EST EN TRAIN DE FAIRE TOMBER LE RÉGIME NÉOLIBÉRAL ET MILITARISTE DE DUQUE	3
LE PEUPLE UNI DE CALI EST LA TERREUR DES PUISSANTS	8
LE ROUGE EST MIS	12
LA JEUNESSE S'EXPRIME DANS LA RUE	17
«ICI, ON NE DONNE RIEN PARCE QU'ICI VOUS AVEZ TOUT VOLÉ»	19
LA «PREMIÈRE LIGNE» ET LES QUATRE AUTRES	18
LES INDIENS, SOLIDAIRES DU MOUVEMENT SOCIAL, PRIS POUR CIBLES À CALI SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE COLOMBIE	22
HALTE À LA RÉPRESSION ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AVEC LE PEUPLE COLOMBIEN	27

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, N°9, MAI 2021

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES – 75020 PARIS

www.syllepse.net

Photos: DR et Jacques Cortie.

Illustration de couverture: Pobre muchacho, « Resistencia »

Instagram: @pobremuchacho

soyunpobremuchacho@gmail.com

LE SOULÈVEMENT POPULAIRE EST EN TRAIN DE FAIRE TOMBER LE RÉGIME NÉOLIBÉRAL ET MILITARISTE DE DUQUE

MOVIMIENTO ECOSOCIALISTA

Le 28 avril 2021 a marqué une nouvelle étape dans l'histoire de la mobilisation et de l'exercice de la protestation sociale en Colombie. La grève nationale appelée par les centrales syndicales a fini par devenir un grand soulèvement populaire. Ce même jour, les capitales des départements ont été le théâtre de mobilisations de travailleurs et travailleuses, de travailleurs informels, d'étudiant·es, d'organisations de quartier, de femmes, de communautés indigènes et afro-colombiennes ; une expression sociale diverse et plurielle d'un peuple désespéré, acculé par la mise en œuvre de décennies de politiques néolibérales et abandonné à son propre sort pendant la pandémie [qui est très présente]. Ce soulèvement populaire s'inscrit dans une ligne de continuité avec les mobilisations urbaines du 21 novembre 2019, mais, cette fois, des villes intermédiaires et des zones rurales s'y sont jointes. Des manifestations de rue ont eu lieu dans 600 municipalités et le nombre de manifestant·es a atteint environ cinq millions de personnes.

Cette protestation de masse a déjà obtenu des résultats. La chute de la réforme fiscale [qui frappait les «classes moyennes» et les pauvres par une hausse massive de la TVA sur les biens et services], le départ du ministre des finances Alberto Carrasquilla et de son équipe économique, la démission de la ministre des affaires étrangères Claudia Blum, l'enlisement au Congrès des réformes de la santé, des retraites et du travail qui font partie du «*Paquetazo*» [du paquet

de contre-réformes] du gouvernement d'Iván Duque exigé par les agences de notation et le FMI.

Ces résultats ont été obtenus malgré le déploiement policier et militaire sans précédent dans le pays, déploiement décidé par le gouvernement contre la mobilisation sociale. Les 50 assassinats, 400 disparitions, des centaines de blessé·es et des dizaines de femmes abusées sexuellement – comme Alisson Meléndez, 17 ans, violée dans une Unité de réponse immédiate (URI) de la police à Popayán, ce qui a conduit à sa décision tragique de se suicider – ont été la conséquence du traitement de type guerre civile réservé à la protestation citoyenne par l'ESMAD [*Escrado Móvil Antidisturbios*, unités antiémeutes], la police, l'armée et les civils armés. Dans le cas de Cali, la répression a inclus l'utilisation de fusils de guerre, de grenades et de gaz lacrymogènes projetés sur les manifestant·es et dans les quartiers, et même le mitraillage depuis des hélicoptères militaires, comme ce fut le cas à Siloé [quartier paupérisé de Cali]. À la périphérie de Buga, sur la route panaméricaine, des unités militaires aéroportées ont également été utilisées et des quartiers sont toujours encerclés par l'ESMAD et attaqués au gaz lacrymogène et aux explosifs. À Popayán, la réponse militaire au soulèvement d'indignation populaire provoqué par les abus de la police a déjà coûté la vie à un étudiant, sans parler des disparu·es et des blessé·es. À Yumbo, quelque chose de similaire s'est produit.

Ces «théâtres d'opérations» militaires ont été personnellement et directement autorisés par le président

Iván Duque, le commandant général des forces armées, Eduardo Zapateiro, le directeur général de la police, Jorge Luis Vargas, auxquels il faut ajouter la responsabilité par omission des maires locaux qui leur ont remis le contrôle de «l'ordre public» dans les villes, sans même en discuter. Tous sont responsables de génocide, de terrorisme contre les peuples [indigènes] et doivent être jugés comme tels devant la Cour pénale internationale et les organes internationaux créés à cet effet.

Cette barbarie militariste confirme que nous assistons à l'effondrement du prétendu «État de droit» et confirme qu'il existe une séparation abyssale entre les institutions d'une démocratie représentative précaire et les demandes sociales de la majorité des Colombien·nes. L'application systématique et programmée du terrorisme d'État est également la preuve de la crise du capitalisme périphérique – conjointement à la pire crise économique de l'histoire du capitalisme – aggravée par la pandémie de Covid-19. Nous avons atteint la situation extrême d'impasse d'un État et de ses «élites», incapables de résoudre les besoins les plus élémentaires de la population, maintenant, à moyen et à long terme.

La flambée sociale a débordé les formes classiques de mobilisation populaire, a rendu possibles des expressions de solidarité – comme dans le cas de la présence de la «*Minga*¹» indigène à Cali – et a fait des blocages des routes dans les villes et de leur défense (les barricades) les points clés d'une véritable grève nationale.

La «ligne de front», qui a animé les blocages, est composée de jeunes «marginalisé·es» par le néolibéralisme, privé·es de l'accès à la santé, à l'éducation et au travail. Ils et elles viennent protester par

indignation, uni·es par le désespoir. Ils et elles ne croient pas aux institutions conventionnelles, ni aux partis politiques, de gauche ou de droite. Ils et elles s'organisent par «en bas» dans des processus lents de coordination, compte tenu des exigences de la résistance de rue auto convoquée. Ils et elles rejettent le leadership personnalisé, proclament «l'horizontalité» dans la prise de décision. Ils et elles ont acquis une grande légitimité sociale dans les quartiers où ils et elles opèrent et facilitent la réalisation d'assemblées populaires. Ces blocages urbains, comme l'a déclaré publiquement l'archevêque de Cali, Darío Monsalve, «sont presque le seul moyen dont disposent les militants de la grève pour se faire entendre». Ils et elles sont également apparu·es comme une réponse au siège des villes par les forces armées.

Le fait que depuis le début des journées de protestation – soit depuis plus de deux semaines – les blocages ont été utilisés par le gouvernement, les hommes d'affaires et les commerçants locaux en les présentant à la population étant comme les responsables de la pénurie de produits de première nécessité et de carburant. Et cela bien que des «couloirs humanitaires» aient été mis en place par les manifestants. Dès lors, un débat a été ouvert concernant l'opportunité de maintenir les blocages. À cet égard, nous pensons que toute décision sur cette question doit être précédée de garanties de non-poursuite et de non-criminalisation pour tous ceux qui animent les blocages, garanties supervisées par des organisations de défense des droits humains et, dans la mesure du possible, avec une surveillance internationale et des engagements explicites du gouvernement national et des dirigeants locaux concernant leurs revendications. Ce qui s'est passé à Cali, après l'échec de la table de négociations qui a été tentée avec la mairie, est contraire à ce dont nous avons besoin pour

1. Action collective, voir page 22.

trouver des solutions à la situation actuelle. Les leaders de quartier qui ont participé à la réunion ont été repérés et sont actuellement détenus par la police à leur domicile afin d'être poursuivis.

En ce qui concerne la décision politique de mettre fin aux blocages, nous considérons qu'elle doit être prise par ceux qui les ont organisés comme une forme de résistance légitime, c'est-à-dire par les membres des «lignes de front» avec leur soutien logistique proche. Celles et ceux qui ont mené les affrontements dans la rue et qui ont connu dans leurs rangs des mort·es, des blessé·es et des disparu·es, ont l'autorité morale pour prendre cette décision. Il en

va de même pour les blocages de routes menés par les camionneurs et les paysan·nes.

Les gigantesques marches auxquelles nous avons assisté à Ibagué, Neiva et Bogota ces derniers jours et les organisations sociales qui s'y sont jointes, comme les camionneurs de tout le pays et les cultivateurs de coca du Sud-Ouest, confirment que ce soulèvement populaire est en train de prendre de l'ampleur. C'est pourquoi nous considérons que le facteur décisif est l'ouverture d'alternatives politiques «venant d'en bas» à la crise du capitalisme périphérique du pays. Ce soulèvement populaire montre que l'auto-organisation et la démocratie directe qui s'expriment dans de multiples formes de résistance vont



«Travailler moins. Travaillers tous. Produire ce dont on a besoin. Redistribuer tout»: affiche préparée pour une manifestation.

dans le sens de la consolidation d'une «institutionnalité parallèle» qui dépasse les limites étroites de la démocratie représentative. Ce soulèvement a dépassé la représentativité traditionnelle des organisations syndicales et du Comité national de grève, confirmant que leurs revendications étroites les laissent en dehors de celles du large spectre populaire. Le 1^{er} Mai l'a démontré de manière spectaculaire. Alors

les intérêts des grands capitalistes, ainsi que celle d'organes de contrôle et de hauts tribunaux qui ont joué le rôle de complices de la barbarie militariste à laquelle nous assistons actuellement. Pour cette raison, il a ouvert une crise institutionnelle qui pourrait aboutir à la démission du président Iván Duque. Le développement des événements et les rapports de forces qui s'établiront dans un avenir immédiat



que dans les combats de rue, la brutalité policière a déjà provoqué des mort·es et des disparu·es, les centrales syndicales ont appelé à une célébration de la fête des travailleurs avec un «défilé virtuel». La méfiance des leaders des quartiers et des dirigeants populaires à l'égard des négociations que le Comité de grève tente de développer découle de cette réalité.

Le soulèvement populaire démontre également l'incapacité d'un Congrès et de partis politiques piégés par la corruption et les engagements envers

détermineront s'il est possible de réaliser cette possibilité qui implique un certain coup porté au régime politique néolibéral et militariste.

Nous sommes d'accord sur le fait qu'il est nécessaire d'avancer désormais cette revendication, comme le proposent avec de plus en plus de force les organisations politiques et sociales. Ignorer cette possibilité en argumentant [comme l'a fait l'ancien maire de Bogota et sénateur Gustavo Petro] qu'elle produirait un «vide institutionnel» et que dans cette conjoncture

nous ferions face à l'arrivée au palais de Nariño du vice-président ou du président du Congrès – qui sont supposément pires que Duque – ou qu'une fois la démission de Duque concrétisée, la voie du coup d'État militaire serait ouverte – raisons pour lesquelles il faut «défendre Duque de l'uribisme» [l'ancien président Alvaro Uribe] qui l'a mis au pouvoir –, non seulement exempte ce gouvernement de responsabilités politiques, mais il l'exempte aussi de responsabilités face à l'assassinat collectif contre le peuple sans défense, en tant que chef des forces armées. Mais cette position part également du critère erroné que l'approfondissement de la crise institutionnelle qui ouvrirait le renversement populaire d'un gouvernement réactionnaire comme celui de Duque, chose sans précédent dans l'histoire du pays, ne pourrait être résolu que dans le cadre de cette même institutionnalité qui s'effondre actuellement.

Au contraire, nous considérons qu'un triomphe populaire de cette ampleur ouvrirait de grandes possibilités pour l'action politique autonome de la population et serait la voie pour la convocation d'une Assemblée constituante et populaire. Ce serait le meilleur moyen d'isoler et de vaincre la réaction politique et les putschistes, à un moment où la solidarité populaire est immense à l'échelle internationale.

Les leaders sociaux et populaires ont également mis l'accent sur les revendications économiques et sociales suivantes que nous appuyons et qui peuvent constituer une plateforme minimale et urgente face à l'appauvrissement auquel sont soumis des millions de Colombien·nes à cause des politiques néolibérales que continue d'imposer le gouvernement Duque :

- poursuite légale et sanction des responsables des meurtres et des disparitions qui ont eu lieu pendant la militarisation de la protestation sociale. Punir les responsables de viols de femmes. Démanteler

l'ESMAD et transformer la police en un organe civil relevant du ministère de l'intérieur. Arrêter les assassinats et les massacres de leaders sociaux. Promouvoir un accord humanitaire dès à présent avec tous les groupes armés afin de trouver une solution au conflit qui devrait se conclure par des tables de négociations différencierées selon les caractéristiques de chaque groupe.

- Revenu de base d'urgence pour le secteur informel et les chômeurs. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de suspendre le paiement de la dette publique qui représente actuellement 63 % du produit intérieur brut et de réaliser une réforme fiscale démocratique et redistributive qui instaure un impôt sur la fortune des riches et des super riches, non déductible de l'impôt sur le revenu; un impôt sur les dividendes des entreprises et les héritages, ainsi que l'élimination des exonérations fiscales pour les grandes entreprises et le secteur financier.

- Le respect des accords de paix, notamment en ce qui concerne la substitution volontaire des cultures [en remplacement de la culture de la coca] et la mise en œuvre de projets collectifs qui améliorent le niveau de vie des communautés paysannes et ethniques, sur la base de la souveraineté alimentaire.

- Programme de création d'emplois pour les jeunes, extension de la couverture et du financement des frais de scolarité dans les universités publiques.

Dehors le gouvernement génocidaire d'Iván Duque !
Pour une sortie alternative de la crise actuelle...
Assemblée constituante et populaire !

18 MAI 2021

PUBLIÉ PAR CORRESPONDENCIA DE PRENSA.
TRADUCTION: RÉDACTION À L'ENCONTRE.

LE PEUPLE UNI DE CALI EST LA TERREUR DES PUISSANTS

JUAN CÁRDENAS¹

Les habitants de Cali savent où ils en sont et comment fonctionne leur territoire. La ténacité de leur résistance ne peut s'expliquer uniquement dans le

sud-ouest de la Colombie, et est célèbre pour ses procédés uniques de communication avec les employés. Au moins deux fois par mois, cet homme d'affaires avisé se promène sur les centaines d'hectares qui couvrent les monotones domaines de l'ex-



contexte de l'opposition à la réforme fiscale: nous sommes confrontés à une accumulation historique de luttes, de résistances et d'endurance collective qui semblent avoir finalement trouvé une occasion d'émerger à l'unisson.

Monsieur Mora est le directeur des ressources humaines de l'une des grandes exploitations sucrières de la vallée du fleuve Cauca, dans le

ploitation et distribue des glaces aux ouvriers qui coupent la canne à sucre sous une chaleur étouffante. Une fois qu'il a réussi à attirer un bon nombre de coupeurs de canne à sucre assoiffés autour de sa camionnette 4 × 4, Mora commence alors son traditionnel sermon sur les avantages de travailler dans son entreprise.

Où allez-vous être mieux traités? , demande-t-il à ses employés, qui en profitent pour se reposer quelques minutes, s'essuyer la sueur et hocher la tête,

1. Écrivain

les yeux perpétuellement plissés par le soleil pendant qu'ils sucent leur glace. Vous êtes comme les enfants de cette entreprise, dit Mora, qui termine toujours son discours de motivation par un avertissement: rien ne ternit le bien-être des travailleurs, à part les Indiens. Si les Indiens, dit-il, parviennent à s'emparer de tout cela, si le gouvernement ne fait rien et que ces racailles prennent le contrôle de l'usine sucrière, vous allez tout perdre. Les Indiens sont des inutiles qui ne veulent la terre que pour se nourrir eux-mêmes. Les Indiens sont vos ennemis, dit Mora, qui ne cesse de sourire qu'à ce moment-là. Puis il retrouve sa bonne humeur habituelle et continue son périple dans les champs de canne à sucre, répétant ici et là l'opération des glaces et du sermon.

Ces mises en garde peuvent être mieux comprises si l'on tient compte du fait que, au cours des vingt dernières années, ces mêmes coupeurs de canne ont rejoint plusieurs fois les manifestations organisées par les peuples originaires, qui se sont lancés dans un mouvement lent mais soutenu d'occupation des terres des exploitations sucrières.

En 2008, la *Minga*² en même temps que la grève des coupeurs, qui réclamaient une augmentation de salaire et une modification des conditions contractuelles injustes, affecta profondément la production de sucre et d'éthanol et le blocage de la Panaméricaine paralysa toute la région pendant des semaines. À l'époque, comme aujourd'hui, il y eut une escalade dans la violence policière. À l'époque, comme aujourd'hui, on entendit les mêmes justifications pour les atrocités et les crimes des forces de

2. La *Minga* est «une mobilisation sociale autour des revendications centrales des peuples indigènes colombiens, notamment l'autonomie des territoires», souligne José Vicente Otero, porte-parole du Conseil régional indigène du Cauca (CRIC), voir aussi notre interview de José Navia Lam, page 20.

l'État contre la population civile: terrorisme, voies de fait, vandalisme.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la stratégie de Mora. Il s'agit de non seulement empêcher toute alliance possible entre des secteurs historiquement exclus, mais aussi de cultiver un récit de haine et de division avec un bouc émissaire parfait: les indigènes, caricaturés comme des ennemis du progrès matériel des coupeurs.

Cette stratégie paternaliste n'est qu'un minuscule exemple de toute une culture seigneuriale colombienne qui remonte à l'époque coloniale et qui est donc basée sur l'invention fantaisiste de relations prétendument harmonieuses entre exploitateurs et exploités, une démagogie égalitaire – avec notre vouvoiement contagieux comme langue véhiculaire – qui parvient à peine à dissimuler la violence raciale et de classe inscrite dans le corps de chacun d'entre nous.

CANNE À SUCRE, DROGUE, EXPLOITATION ET SACCAGE DES TERRES

Les personnes comme Mora, cependant, préfèrent se voir comme des agents du bien-être et du progrès, des personnes entreprenantes qui créent des centaines d'emplois et contribuent à la prospérité régionale. Un rôle pour le moins douteux compte tenu du caractère déficitaire des sucreries qui, depuis longtemps, ne vivent plus du sucre, mais plutôt des lois protectionnistes qui obligent les Colombiens à leur acheter le biodiesel à un prix très élevé (avec pour conséquence l'augmentation du coût de l'essence, l'une des plus chères de la région).

En d'autres termes, si la production de sucre n'est plus rentable ou compétitive en termes internationaux, si l'éthanol est obtenu à des coûts bien

supérieurs à la moyenne régionale, pourquoi cette monoculture continue-t-elle à se développer dans la vallée? Sans parler de la dévastation environnementale qui a résulté de l'expansion accélérée de la canne à sucre au cours du siècle dernier, avec des dommages importants pour les sources, la biodiversité et la désertification progressive des terres.

Cali, en fait, est assiégée par la canne à sucre. Canne à sucre à perte de vue: de la Cordillère centrale à l'occidentale, de la canne et encore de la canne, une authentique mer morte de fibre verte secouée par le vent qui fonctionne comme une sorte de substance isolante, mais aussi comme une succession de rideaux monochromes où se joue le théâtre baroque de l'illégalité: c'est là, dans les champs de canne à sucre, que les groupes armés liés au trafic de drogue vont faire disparaître les cadavres, où des affaires louches sont conclues et où les messieurs du racket échangent des biens et des services. C'est là qu'en août 2020, cinq enfants qui jouaient simplement au cerf-volant furent assassinés dans des circonstances qui restent à éclaircir, l'endroit où les hors-la-loi et les endettés tentent d'échapper à leurs poursuivants.

Et c'est par ses chemins labyrinthiques que les drogues extraites dans les montagnes atteignent les routes du Pacifique, en route vers le reste du monde. Les habitants de Cali savent que les champs de canne à sucre sont bien plus que ce symbole de fierté avec lequel les élites de la vallée ont essayé de tromper le pays. Les champs de canne à sucre sont la couverture parfaite, idéale, pour toute activité impie, puisque sa simple présence blanchit même les opérations les plus suspectes. Et si le rideau de canne ne suffit pas, le feu des brûlages pendant la saison des récoltes, le feu qui purifie tout, qui se charge de faire culminer le labour au milieu d'un parfum entêtant de miel brûlé. Comme seul indice urbain de la grande flambée

nocturne, le lendemain, une délicate cendre noire tombe sur les quartiers sud, flottant dans les piscines des riches et imprégnant les draps des pauvres étendus au soleil.

COMMENT L'INJUSTICE ET LA FAIM ONT ÉTÉ ADMINISTRÉES

Mais les coupeurs qui passent toute la journée dans le champ savent qu'il reste beaucoup plus après l'incendie: des animaux calcinés et toute cette matière qui résiste au feu, une dent ou deux, des fragments d'os et même des petits morceaux de vêtements qui émergent au milieu de la terre fumante. Chaque paysage est, après tout, une machine sociale et économique qui cache généralement ses conditions de production derrière une carte postale idyllique.

Les habitants de Cali savent où ils en sont, comment fonctionne leur territoire, qui dirige, qui emporte et qui apporte. En bref, le peuple de Cali sait quelle est l'économie politique, légale et illégale, qui soutient sa vie quotidienne. Et c'est grâce à cette connaissance, grâce à cette expérience concrète de la façon dont l'injustice et la faim ont été historiquement administrées, qu'aujourd'hui les gens sont mobilisés, descendant dans la rue et subissant l'une des vagues de violence policière les plus atroces, de mémoire récente, dans l'histoire du pays.

Ces manifestations ne peuvent pas être expliquées uniquement dans le cadre étroit de l'opposition à la réforme fiscale ou dans le cadre de la crise sociale causée par la pandémie. Nous sommes confrontés à une accumulation historique de luttes, de résistances et d'endurance collective qui ont enfin trouvé l'occasion d'émerger à l'unisson, à peine un an et demi après une première flambée interrompue par l'urgence sanitaire. Et à la grande

horreur de tous les seigneurs Mora de la région, l'alliance tant redoutée entre les secteurs populaires a été renouvelée.

ÉTUDIANTS, INDIENS MISAK, TRAVAILLEURS, CHÔMEURS, SANS-ABRI, SANS-NOM...

En ce moment, le mouvement étudiant et le peuple misak, qui allumèrent la mèche en renversant la statue de Sebastián de Belalcázar il y a quelques jours, défilent ensemble ; les enseignants, les travailleurs et les milliers de jeunes chômeurs, sans accès à l'éducation, à auxquels l'État refuse un avenir, les associations de quartier, le militantisme féministe, les syndicats, les différentes expressions du mouvement noir, les musiciens, les artistes. Et une bonne partie du personnel médical défilerait s'il ne s'occupait pas des malades du Covid-19, qui sont trop nombreux pour les salles d'urgence, tandis que le gouvernement annonce qu'il n'enverra pas de vaccins à Cali si les protestations ne s'arrêtent pas. Défilent aussi les sans-abri, ceux qui ont faim, ceux qui sont en haleines, ceux qui n'entrent dans aucune dénomination collective, ceux qui n'ont pas de prénom et encore moins de nom de famille.

Avec la ville militarisée aux mains d'Eduardo Zapateiro, un général dans le giron de l'extrême droite, qui a supprimé toute autorité civile dans la gestion de l'ordre public, les réseaux ont été remplis de vidéos et de témoignages sur les actions criminelles de la police et de la police anti-émeute. Des rafales aveugles ont visé des maisons dans des quartiers populaires, un défilé de chars de l'armée, des dizaines de disparus, coups de feu tirés sur des jeunes non armés, pillages et destruction perpétrés par des manifestants ou par des infiltrés de la police elle-même, viol d'une jeune fille de douze ans dans un

commissariat de police, massacre de cinq jeunes gens et plus de trente blessés dans le secteur de Siloé et du Lido, où la situation hier soir était celle d'une guerre urbaine ouverte.

Le bilan des horreurs et des violations des droits humains s'alourdit d'heure en heure et nous pouvons nous attendre au pire de la part de ce gouvernement maintenant que les organisations sociales et les différents organisateurs de la grève ont déclaré que la mobilisation continuait.

Dans les rues de Cali, comme dans tout le pays, flotte une atmosphère d'espoir, mais aussi d'incertitude ; de rage et de dignité furieuse, mais aussi de peur. Une peur animale que l'armée et les forces de sécurité, fidèles à une tradition nationale bien connue qui a rempli notre littérature d'images atroces, massacrent une fois de plus les personnes qu'ils ont juré de défendre.

6 MAI 2021

ARTICLE PUBLIÉ PAR WWW.JACOBINLAT.COM.
TRADUCTION: HORTENSIA INES [UNION SYNDICALE SOLIDAIRES]. LES INTERTITRES SONT D'ANTIDOTE.

LE ROUGE EST MIS

JACQUES CORTIE¹

Le Monumento a los Héroes de Bogota réunit tous les jours les jeunes (et les autres!) qui veulent participer au mouvement social actuel et écrire l'histoire. Rencontres d'un jour quelconque de rassemblement avec Isabela, Lena, Faribe, Daniel, Manuela...

Drôle d'histoire, en vérité, que celle de ce monument, situé au nord de la capitale, et planté au cœur d'un échangeur routier. Le *Monumento a los Héroes*, totalement froid et inexpressif, rend hommage aux héros (militaires, évidemment) de la patrie et notamment de l'indépendance. Il a pourtant failli s'égarer dans des significations bien différentes: commandé, en 1952, pour célébrer le corps expéditionnaire colombien envoyé en Corée lutter contre le communisme, il est l'œuvre d'un architecte et d'un sculpteur italiens, réfugiés en Colombie après avoir été dans les petits papiers de Mussolini. Finalement repensé, il a été inauguré en 1963 comme le symbole de la libération nationale avec son inévitable statue de Simón Bolívar...

Ce dimanche 16 mai, ils ne sont que quelques centaines à l'avoir rejoint pour brandir drapeaux, pancartes ou rajouter des slogans sur les bas-reliefs sculptés... Le *paro nacional* (grève nationale) paye sans doute, cet après-midi, son tribut à la fine pluie qui tombe et plus certainement à la fatigue du mouvement de contestation qui, la veille encore, rassemblait

ici, jusque tard dans la nuit, des dizaines de milliers de jeunes manifestants.

«C'EST LE ROUGE QUI DOMINE, CELUI DU SANG»

Seule, au pied du bloc de ciment, une jeune fille se tient droite, les bras écartés pour garder bien déployée sa pancarte et bien lisible son message: «*Cada vez menos oro, cada vez menos mar, cada vez más sangre*» («De moins en moins d'or, de moins en moins de mer et chaque fois plus de sang»).

Isabela a 15 ans. «Je suis là, car je suis contre la réforme de la santé, contre la corruption, contre la violence», débite-t-elle sans tergiverser. La rafale d'une leçon bien apprise? La personne qui s'approche déverrouille la situation. Voici Lena, 45 ans, mère d'Isabela. «J'accompagne ma fille qui voulait absolument venir, au moins une fois, pour montrer son soutien et participer.»

Je lui demande si elle aussi approuve ce qui se passe. «Je suis cadre d'une entreprise qui travaille pour le gouvernement, mais, je n'en peux plus: on a perdu la démocratie! Je n'ai pas peur d'être ici et de le dire!» Et Lena ajoute: «Avec les accords de paix, on pouvait penser que tout irait mieux. Et, non. Nada!»

Pendant ce temps, Isabela a replié sa pancarte. Les mouvements de la police, jusqu'alors cantonnée dans les rues avoisinantes, commencent à rétrécir l'endroit. Isabela sent peut-être l'urgence de s'exprimer avant de devoir partir: «Tous mes amis sont favorables au *paro nacional*. Dans nos classes virtuelles, on a tous mis sur nos fonds d'écran et nos profils le drapeau de Colombie inversé, pour montrer qu'aujourd'hui,

1. Journaliste.

c'est le rouge qui domine, celui du sang. Et plus du tout le jaune, synonyme de l'or, ou le bleu, pour les océans. Je voulais absolument venir. Je suis seule car la peur des violences a dissuadé mes copains...»

Y me arrepiento...» («Je ne suis d'accord avec rien Et je le regrette.») Il ne faut pas être grand sociologue ou fin connaisseur de la politique colombienne pour comprendre. Ce qu'elle regrette, c'est d'avoir voté en



Isabela, Lena et Faribe :
«Chaque fois moins d'or, chaque fois moins de mer, chaque fois plus de sang».

La conversation se poursuit et puis, Isabela, dit : «Ma grand-mère aussi est là.» Un peu repliée sur elle-même, la *abuela* se lève des marches où elle était assise. Du haut de ses 67 ans, elle dira peu. Le minimum. Celui des gens qui n'ont pas cette double vie avec les réseaux sociaux ou qui ont cette éducation et cette pudeur de garder leurs opinions pour eux. Le minimum pour Faribe Gómez, c'est : «Je suis née à Caicedonia, dans le Valle. J'étais vendeuse de vêtements dans un magasin. Je suis retraitée. C'est la première fois que je viens.» À peine plus loin, au bas du monument, les jeunes présents commencent à huer l'Esmad, la police antiémeute, qui se déploie lentement.

LES JEUNES MÈNENT LA DANSE, LES ANCIENS S'ENGOUFFRENT

Entourée par sa fille et sa petite-fille, elle baisse finalement la garde : «*No estoy de acuerdo con nada.*

2018 pour Iván Duque à la présidentielle... Venir sur un lieu de manifestation et le dire, pour une certaine génération, c'est franchir, d'un coup, un Everest socio-politique. On sait, on sent, qu'ils sont de plus en plus nombreux avec cet état d'esprit : les jeunes mènent la danse, les anciens s'engouffrent...

Isabela, Lena et Faribe acceptent de poser avec la pancarte, peaufinée à la maison et qui est leur étendard ce dimanche. Puis elles se dépêchent de partir. La police a déjà arrêté un jeune et l'emmène. La foule crie «*Suéltenlo ! Suéltenlo !*» («Lâchez-le, lâchez-le») L'atmosphère devient tendue.

Devant moi, un jeune couple avec ses vélos. Daniel et Manuela, sont prêts à s'éclipser dès que ça deviendra irrespirable. Ils sont de Tunja, à une centaine de kilomètres de Bogota. Daniel, 23 ans, y étudie les sciences sociales à l'UPTC (Universidad Pedagógica y Tecnológica de Colombia). «Mais je travaille aussi dans un *call-center* pour subsister!» Le regard un peu

fuyant, il tient fermement sa bicyclette pendant que Manuela surveille alentour. Puis il exprime ses raisons d'être là. Comme on confesse ou comme on lance à la face du monde ce que l'on retenait: «J'ai senti que c'était une obligation de participer. Ce moment est celui du changement. C'est nous, les jeunes, qui avons la baguette pour le mener. Le moment est historique. Et tout est possible, car il y a les réseaux sociaux. On a enfin la possibilité de dire au monde ce qui se passe ici. Le plus important, au-delà du rejet des réformes, c'est de générer le changement. Un changement dans les partis politiques, un changement social. Il n'y a que nous, les jeunes, qui pouvons impulser cela: les partis de gauche ou de droite ont une position hégémonique et veulent continuer ainsi...»

Manuela le presse d'abréger. Sans doute que la police a décidé de profiter de ce dimanche atone pour «reprendre» le monument. Il faut filer. Manuela aussi voudrait dire ses motivations. Le peu de sa vie qu'elle parvient à conter avant la charge des FDO est

suffisamment explicite finalement: «J'ai 24 ans et je suis sans emploi. Je vis de quelques économies et un peu des illustrations que je fais. Je suis biologiste de formation.» En enfourchant son vélo elle crie: «Avec Daniel, nous sommes des jeunes alternatifs!» La version du moment de «Ni dieu, ni maître»...

La police entoure maintenant le monument. Dans une tentative dérisoire de le rendre à sa fonction première: la célébration d'une histoire figée. Tagué et coloré par endroits, noirci par la fumée des tentatives d'incendie à d'autres, il semble vaciller sur ses raisons d'être. Drôle d'histoire quand même que la sienne: passer, d'un coup, de représentant de l'histoire officielle à symbole de la contestation et d'un avenir que de jeunes irrévérencieux viennent écrire à ses pieds!

18 MAI 2021



LA JEUNESSE S'EXPRIME DANS LA RUE

ENTRETIEN AVEC VÍCTOR DE CURREA-LUGO

De manière souvent spontanée, la jeunesse des quartiers aussi bien que les étudiants des grands centres urbains ont été, depuis le premier jour de l'opposition à la réforme fiscale, le fer de lance des manifestations continues qui scandent l'actualité colombienne depuis le 28 avril. Journaliste, professeur d'université et spécialiste des droits humains, Víctor de Currea-Lugo¹ revient sur cette implication massive des jeunes générations dans le soulèvement.

Pourquoi le mouvement social initié le 28 avril pour contester la réforme fiscale du gouvernement Duque est-il mené par les jeunes voire les très jeunes?

Les jeunes ont toujours été protagonistes des grands mouvements de contestation. Dans les années 1970, 1980... Un des antécédents importants s'est produit quand la réforme sur le droit à l'éducation a été retirée en 2011. Et ce sont encore les jeunes qui en 2019 se sont dressés face au gouvernement Duque sur les problèmes de perte de pouvoir d'achat, de liberté, de financement de l'enseignement public, notamment universitaire. Il était logique qu'ils se portent en première ligne du mouvement actuel. La force avec laquelle ils sont aujourd'hui présents s'explique également par une conscience politique en hausse parmi la jeunesse colombienne.

Cela dit, le terme «jeunes» semble homogénéiser une population sociale déterminée. La vérité, c'est qu'il faut savoir que l'appellation recoupe des jeunes qui sont sans emploi et qui vivent dans les quartiers défavorisés; des jeunes ouvriers; des jeunes engagés dans des cursus d'études universitaires, etc. Ce mouvement est donc divers, mais ces jeunes se sont retrouvés, quelle que soit la classe sociale dont ils sont issus, car ils sont portés, à des titres divers, par le désir et le besoin d'un horizon, d'un futur. Le sentiment de *No futuro* est un des ferment des manifestations et des rassemblements. Il est parfaitement illustré par le film *Rodrigo D – Futur: néant* [film colombien de 1990 de Victor Gaviria]².

Cette sensation de désespoir, finalement endémique, a contribué à pousser de nombreux jeunes dans la délinquance, qui ont notamment intégré les organisations liées au trafic de drogue. Il faut aussi comprendre que la mobilisation actuelle des jeunes, si elle s'appuie sur des éléments de rationalisation et d'analyse politique, est aussi l'expression forte d'une problématique existentielle dans le contexte d'une société profondément inégalitaire, excluante, où les emplois fixes ne sont pas correctement rémunérés. Le travail et l'économie informels sont presque la règle aujourd'hui [60 % du système, selon le DANE – Département administratif national des statistiques: www.dane.gov.co]. Et les exemples de leurs parents, qu'ils viennent des couches très modestes de la population ou des classes moyennes surendettées, alimentent aussi le mal-être général et la volonté de rupture.

1. Pour suivre les publications de Víctor de Currea-Lugo : www.victorcurrealugo.com.

2. www.youtube.com/watch?v=55X-aoox6Gw.

Quelle est l'importance des manifestations de novembre 2019 dans la crise actuelle? Que représente la mort de Dylan Cruz, ce manifestant de 19 ans tué en 2019, à la suite d'un tir de Flash-Ball?

Dylan est un symbole. Les rassemblements, les *sit-in* organisés par les jeunes en 2019, devant l'hôpital où il a agonisé, voulaient l'accompagner face aux débordements du système. Sa personne est d'autant plus présente que des situations émotionnelles similaires ont eu lieu ces dernières semaines avec la mort de Lucas Villa [étudiant, militant des droits humains, décédé le 11 mai de plusieurs balles reçues à la tête au cou, au thorax et aux jambes et tiré par les forces de l'ordre à Pereira le 5 mai] et de Alison Meléndez [la manifestante de 17 ans, arrêtée, le 12 mai, alors qu'elle filmait les forces de l'ordre et violée dans les locaux de la police de Popayán, qui s'est suicidée le lendemain d'avoir été relâchée].

LES ORGANISATIONS MEMBRES DU COMITÉ NACIONAL DE PARO

- Central Unitaria de Trabajadores (CUT).
- Confederación Nacional del Trabajo (CGT).
- Confederación de Trabajadores de Colombia (CTC).
- Confederación de Pensionados de Colombia (CPC).
- Confederación Democrática de los Pensionados (CDP).
- Federación Colombiana de Trabajadores de la Educación (Fecode).
- Dignidad Agropecuaria.
- Cruzada Camionera.
- Asociación Colombiana de Representantes Estudiantiles (ACREES)
- Unión Nacional de Estudiantes de Educación Superior (UNEEES).

Ces trois morts, parmi des dizaines d'autres survenues depuis le début du mouvement, ont acquis un statut de mythes et de symboles, car les jeunes qui se sentent proches ou identifiés avec les disparus sont nombreux. La force symbolique de ces trois vies interrompues vient de ce que Dylan, Lucas et Alison sont des exemples anonymes de la réalité quotidienne des jeunes Colombiens. Ils se sont imposés immédiatement dans la conscience collective comme des victimes de la violence d'État.

Après plusieurs jours de manifestations et de répression le président Iván Duque a finalement appelé au dialogue. Il a reçu le 7 mai, le Comité Nacional de Paro (voir encadré), la Coalición de la Esperanza (composée de divers leaders politiques de centre et de centre gauche), mais aucun représentant des jeunes qui, via les réseaux sociaux, ont dénoncé une confiscation et une récupération politicienne de leur action...

Il faut ici souligner la rupture générationnelle qui existe. Elle s'exprime dans le rejet, le manque de confiance envers les syndicats et les structures politisées. On peut débattre de la pertinence de cette position des jeunes, mais ce qui est certain, c'est qu'ils ne se sentent plus ou pas représentés par ces structures et ces personnalités qui ne les intègrent pas, pas plus qu'ils n'incluent leurs revendications dans leurs négociations. Il faut aussi ajouter un autre problème : ces formes de représentation « classiques » ne reflètent en rien les jeunes et leur état d'esprit. La rue, en revanche, hormis les violences, est leur lieu d'expression et leur identité.

PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES CORTIE
16 MAI 2021

« ICI, ON NE DONNE RIEN PARCE QU'ICI VOUS AVEZ TOUT VOLÉ »

Ce texte circule sur les réseaux sociaux colombiens.

On dit à des nanas qui bossent dans la boulangerie du coin depuis leurs 14 ans ou qui font des livraisons pour se payer de quoi manger, ou se payer leurs cahiers ou leur transport, qu'elles veulent que tout leur soit donné...

On dit à des mecs qui vont à vélo jusqu'au diable avec leur sac et leur uniforme pour un boulot qui ne paye même pas le bus, qu'ils veulent que tout leur soit servi sur un plateau...

On dit à des gamins qui ont appris à ne jamais faire de caprices dans les supermarchés, parce que quand il n'y a pas d'argent, il n'y a pas d'argent, qu'ils veulent que tout leur soit offert...

On dit à des vieux, qui utilisent les mêmes chaussures que celles qu'ils avaient au collège pour aller à la messe le dimanche.

On dit à des femmes qui ont été domestiques toute leur vie et qui ont élevé leurs enfants alors qu'elles étaient encore mineures, qu'elles veulent tout pour rien...

Ici, rien n'a jamais été donné.

Ici les parents économisent durant des mois et des mois pour offrir des patins à Noël et les habits se passent de cousins à cousins. Le déguisement d'Halloween sert trois années de suite.

On dit aux étudiants qu'ils veulent tout, alors qu'ils vont au centre commercial acheter des boîtes de bonbons pour les vendre dans les transports.

On dit aussi à celles qui bossent dans les magasins pour Noël ou les fêtes et qui rentrent à 11 heures du soir, qu'elles sont heureuses parce qu'elles ont pu trouver quelque chose à offrir...

Assistés? Mais comment osent-ils dire ça à des familles qui ont payé leur maison deux ou trois fois, à cause du crédit, une maison que finalement la banque leur reprendra.

Ici, on ne donne rien parce qu'ici vous avez tout volé.

TRADUCTION: JACQUES CORTIE¶



« Mamans: Ligne 1 ».

LA «PREMIÈRE LIGNE» ET LES QUATRE AUTRES

JULIO CÉSAR LONDOÑO¹

Les manifestants de la grève [générale] se divisent en deux groupes : les «civils», disons, et les «guerriers». Les «civils» marchent, débattent, informent et font de la résistance symbolique : ils chantent, dansent, écrivent, font tomber des statues. Les «guerriers» se divisent en «lignes». La L1 est défensive et poétique : ses «porteurs de boucliers» protègent les «civils» et les autres lignes. Leurs boucliers sont des antennes de télé, des panneaux de trafic, des boucliers rapiécés de l’Esmad [unités antiémeutes de la police nationale], souvenirs de quelque glorieux combat.

La L2 est la ligne de choc : ils brandissent des gourdins et lancent des pierres et des explosifs faits maison et relancent des cylindres de lacrymos ou les étouffent. Les armes à feu sont interdites : il faut éviter de jouer sur ce terrain désavantageux.

Les «ingénieurs» de la L3 construisent des barricades et font des manœuvres de diversion avec des pointeurs laser pour couvrir les attaques de la L2. La L4 est composée de médecins et d’infirmiers de toutes les couches sociales.

La L5 est alchimiste : elle fournit les «masques anti-gaz» (des mouchoirs trempés dans du vinaigre) et des sacs de lait, ou une solution d'eau au bicarbonate pour éviter les brûlures des gaz. Ce sont aussi des stratèges à chaud qui lancent des cris de guerre.

Dans les manifestations, il y a des «guerriers» chargés d'éviter que les «merdeux», amis de ce qui

appartient à autrui et fans du vandalisme, ne s'infiltrent. Ce travail, ils le font associés à la police, qui collabore, mais qui peut aussi, dans un hold-up bipolaire, faire du vandalisme dissimulé.

La «cantine» et l'«infirmerie» sont dans la zone protégée par les barricades. Les fournitures pour le combat et les aliments sont fournis par la communauté du «point de résistance», mais avec le soutien aussi d'autres quartiers, des bras des étudiants et des employés qui sont devenus les amis des «guerriers» dans les manifs, et des mères de ces «civils» qui ne voient pas le «guerrier» comme un monstre cagoulé mais comme le fils qui n'a pas eu le privilège de faire des études ni la chance d'avoir un travail.



1. Écrivain.



Dans les couches sociales basses et moyennes, le soutien à la grève est inconditionnel. Dans les couches hautes, il y a des messieurs, ils sont heureusement rares, qui tirent sur la foule depuis les étages supérieurs de leurs édifices de luxe, mais il y a aussi des dames, peut-être leurs épouses, qui fournissent, en cachette, de la nourriture aux «guerriers».

Beaucoup de «civils» viennent à la «cantine» chercher un plat de nourriture. Il y a des «guerriers» qui ne mangent trois fois par jour que depuis ces derniers jours. Certains ne finissent pas leur part et en gardent un peu pour apporter à manger chez eux.

Il n'y a pas de hiérarchie dans la structure de ces lignes, mais il y a des leaders qui commandent les opérations parce qu'ils ont été pompiers, soldats, agents de sécurité privée, étudiants du SENA [système public de formation continue] ou des caisses de compensation [équivalent à la fois des mutuelles et caisses d'allocations].

La surprise: tous ces jeunes ont une formation politique. Certains l'ont acquise dans les livres; les

autres ont suivi de dures écoles: celles de la faim, l'injustice et l'exclusion.

À Cali, la grève a entraîné des perturbations et des problèmes d'approvisionnement. En Colombie, la grève a fait tomber un ministre et une réforme et en fait vaciller une autre, elle a mis des questions essentielles sur la table, elle a construit des ponts de solidarité, elle a dévoilé les carences des classes basses, la précarité des classes moyennes, la mesquinerie d'un secteur des classes hautes, la lâche complicité des autorités civiles avec les exactions de la police et, c'est aberrant, avec les caïds qui organisent des ratonnades contre la *Minga* indigène à Cali les dimanches après-midi.

Et, ce que personne n'avait calculé : la grève a enlevé la fine couche démocrate qui couvrirait cette dictature et montré au monde sa véritable face: une faction corrompue, incapable, indolente et sanguinaire.

EL ESPECTADOR, 15 MAI 2021. TRADUCTION
MARIANA SANCHEZ.

LES INDIENS, SOLIDAIRES DU MOUVEMENT SOCIAL, PRIS POUR CIBLES À CALI

JOSÉ NAVIA LAME¹

Dès qu'un mouvement social a lieu et, a fortiori, s'installe, la position et les initiatives des groupes indigènes sont l'objet d'interprétations et de polémiques de la part du pouvoir en place. À Cali, le 9 mai, la *Minga* a été la cible de tirs d'armes à feu par des civils protégés par la police. Comment en est-on arrivé là et quels sont le fonctionnement et la position des Indiens dans le mouvement social actuel? Points d'histoire et explications de José Navia Lame.

LA MINGA

C'est à l'origine un terme qui désigne le travail collectif, soit un système ancestral de travail pour la collectivité. Historiquement la *Minga* se forme quand il faut faire un chemin par exemple. Les Indiens donnent alors un, deux ou trois jours de travail pour réaliser ce projet communautaire. Cela peut servir aussi à construire la maison d'un des membres du groupe. Généralement, les hommes apportent leur force de travail et les femmes prennent en charge tout l'aspect logistique, qui comprend l'alimentation

1. José Navia Lame est journaliste et professeur de communication et journalisme à l'université El Rosario de Bogota. Ex-collaborateur du quotidien national *El Tiempo* et de l'hebdomadaire *Semanal*, il est l'auteur de *La fuerza del ombligo, crónicas del conflicto en territorio nasa*, parus aux éditions Universidad del Valle (2015). On peut le suivre : www.facebook.com/jose.navial.

mais aussi toute l'organisation des comités nécessaire à l'exécution du projet.

La *Minga* a pris un autre sens depuis une évolution qui date des années 1970, quand a été créé le CRIC [Consejo Regional Indígena del Cauca – Conseil régional des Indiens du Cauca: <https://bit.ly/3f-GzMK>]. Il s'agissait alors d'œuvrer à la récupération des terres que la couronne espagnole leur avait attribuées. Ces terres, dénommées *resguardo* (réserve) avaient été prises ou amputées au fil des siècles. Le CRIC travaille à partir de documents officiels espagnols qui ont été retrouvés, non pas à Bogota ou en Colombie, mais dans les archives de Quito (Équateur). Il est dit dans ces textes que lesdites terres sont leur propriété de manière collective et imprescriptible. Le CRIC se montre d'autant plus pugnace que de nombreux *resguardos* ont été perdus et que les textes retrouvés ne concernent pas tous les domaines attribués à l'époque.

Le point important est que le CRIC, et par extension la *Minga*, lors de ses interventions ou dans ses



appuis aux mouvements sociaux, se fonde sur un autre fait historique : les Indiens du Cauca concernés sont au premier chef les Indiens nasa et les Indiens misak. Les Nasa ont une légitimité historique car ce sont les seuls qui n'ont jamais été battus ou dominés par les Conquistadors. Les Nasa et les Misak sont historiquement les plus organisés, les plus politisés et ceux qui ont gardé une tradition «guerrière». Les autres groupes natifs de Colombie sont, soit nettement moins nombreux et pèsent peu, soit n'ont pas le passé de ces deux groupes, puisque plusieurs ethnies indigènes avaient, rappelons-le, collaboré avec les Conquistadors.

LES ÉVÉNEMENTS DE CALI

Le mouvement social a commencé le 28 avril dans toute la Colombie, mais les Indiens du Cauca, à travers la *Minga*, ne l'ont pas rejoint alors. Les Indiens ont un agenda propre qui est déterminé par les autorités traditionnelles : gouverneurs des *resguardos* et guides spirituels. Quand démarre le *Paro nacional* [grève générale], la *Minga* de Cali n'en fait pas partie car durant les premiers jours de la grève et des manifestations les Indiens participaient à une «*Minga hacia adentro*²» : ils poursuivaient un groupe armé qui venait d'assassiner Sandra Liliana Peña Chocué, gouverneure indigène du *resguardo* La Laguna, situé sur la municipalité de Caldono, dans le Cauca³.

Ce n'est qu'ensuite, plusieurs jours après le début du *paro nacional*, quand ils eurent capturé puis jugé les assassins, qu'ils ont pu rejoindre le mouvement. D'abord à Popayán, puis à Cali. Ils l'ont fait dans le

cadre d'une *Minga de apoyo* [*Minga de soutien*] pour apporter leur solidarité aux jeunes et aux manifestants exprimant leur conscience politique progressiste et les bonnes relations qu'ils entretiennent avec les organisations de jeunes en général et en particulier avec la Universidad del Valle [l'université publique de Cali]. À cet instant, selon leur terminologie, ils sont passés à une *Minga hacia afuera* [*Minga vers l'extérieur*]. Leur participation est alors semblable à celle de tout manifestant.

C'est alors qu'ont eu lieu les agressions de Cali avec des armes à feu [pistolets et fusils] contre la *Minga*: des civils, protégés par la police, comme de nombreuses vidéos l'ont montré, ont tiré sur les Indiens dont 11 ont été blessés par balles.

Le conseil régional de la *Minga* a alors considéré deux choses : que la *Minga* avait réalisé ce qu'elle s'était proposé, c'est-à-dire, appuyer le mouvement social et ses revendications, mais que les conditions de sécurité n'étaient plus réunies pour la communauté indienne. La *Minga* a alors décidé de se retirer dans un *resguardo* tout en restant mobilisée. Depuis cette date [10 mai], à peu près 10 000 Indiens du Cauca sont sur un de leurs territoires, entre Popayán et Cali, au bord de la Panaméricaine, sur le lieu-dit El Pital. Ils ont également déclaré que si la situation s'aggravait ils ressortiraient de la réserve pour soutenir à nouveau le mouvement social. Pour une nouvelle *Minga hacia afuera*⁴.

PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES CORTIE
16 MAI 2021

POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'ACTUALITÉ ET LA RÉALITÉ DES PEUPLES INDIENS DE COLOMBIE:
WWW.ONIC.ORG.CO

2. La *Minga hacia adentro* pour rechercher les assassins de la gouverneure indigène assassinée : <https://bit.ly/3tV962X>

3. Condamnation à soixante ans de prison pour les deux assassins de la gouverneure Sandra Liliana Peña Chocué, qui seront remis à la justice civile pour purger la peine : <https://bit.ly/3wfe0cW>.

4. Depuis cette interview, la *Minga* a rejoint les rassemblements de Yumbo et Medellín, entre autres, à partir du dimanche 16 mai.



SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE COLOMBIE

Le gouvernement d'Iván Duque a soumis au Parlement colombien un projet de réforme fiscale qui vise à récolter 26 000 milliards de pesos par l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les aliments de base, l'augmentation du taux d'imposition sur les salaires des travailleurs et travailleuses, parmi d'autres mesures qui feront payer aux pauvres du pays le prix d'une crise économique créée qui est celle des capitalistes, tandis que le chômage augmente, comme les indices de la misère et le nombre d'assassinats de combattants sociaux, tout ceci dans un contexte d'augmentation flagrante de la corruption.

Face à ces mesures, les centrales ouvrières ont appelé à une journée nationale de protestation, le 28 avril, qui a montré par ses grandes mobilisations l'indignation contre le gouvernement, et s'est propagée et transformée en une lutte reconductible. À Cali, où la protestation était la plus forte, le gouvernement et le maire ont donné l'ordre de réprimer la protestation sociale, après un tweet de l'ancien président Uribe dans lequel il appelait au «droit des policiers et des soldats à utiliser leurs armes».

Environ 35 personnes ont été tuées à Cali, Ibagué et Bogota, plus de 400 personnes ont été arrêtées, plus de 150 personnes ont été blessées par les balles des agents de sécurité de l'État et six jeunes ont perdu un œil, triste réplique des pratiques génocidaires du Chili. Ils ont également donné l'ordre de militariser les grands centres urbains, pour tenter d'imposer leurs politiques antipopulaires. dans le sang et le feu.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Duque il y a trois ans, plus de 1 000 combattants sociaux ont été assassinés: des défenseurs des droits de l'homme, des guérilleros démobilisés des FARC, des demandeurs de terres et des dirigeants syndicaux. Tout ce massacre a lieu alors que les organes d'enquête de l'État, tels que le bureau du procureur général, continuent de mener des enquêtes exhaustives qui en restent... à une impunité la plus flagrante.

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes dénonce la brutalité de la répression en Colombie, les attaques du gouvernement d'Iván Duque et du Parlement à travers la réforme fiscale. Nous adressons toute notre solidarité internationale aux combattant·es sociaux, aux jeunes et aux travailleurs et travailleuses qui sont dans les rues pour défendre leurs droits.

Dehors le gouvernement criminel de Duque!

Non à la répression!

À bas la réforme fiscale!

4 MAI 2021

LES ORGANISATIONS MEMBRES DU RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTE

Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

Central Sindical e Popular Conlutas (CSP-Conlutas) – Brésil.

Confederación General del Trabajo (CGT) – État espagnol.

Union syndicale Solidaires (Solidaires) – France.

Confederazione Unitaria di Base (CUB) – Italie.

Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B) – Burkina Faso.

Confederation of Indonesia People's Movement (KPRI) – Indonésie.

Confederación Intersindical (Intersindical) – État espagnol.
 Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA) – Algérie.
 Batay Ouvrière – Haïti.
 Unione Sindacale Italiana (USI) – Italie.
 Confédération nationale des travailleurs – Solidarité ouvrière (CNT SO) – France.
 Sindicato de Comisiones de Base (CO.BAS) – État espagnol.
 Organisation générale indépendante des travailleurs et travailleuses d'Haïti (OGTHI) – Haïti.
 Sindacato Intercategoriale Cobas (SI COBAS) – Italie.
 Confédération nationale du travail (CNT-F) – France.
 Intersindical Alternativa de Catalunya (IAC) – Catalogne.
 Union générale des travailleurs sahraouis (UGTSARIO) – Sahara-Occidental.
 Ezker Sindikalaren Konbergentzia (ESK) – Pays basque.
 Confédération nationale des travailleurs du Sénégal-Forces du changement (CNTS/FC) – Sénégal.
 Sindacato Autorganizzato Lavoratori COBAS (SIAL-COBAS) – Italie.
 General Federation of Independent Unions (GFIU) – Palestine.
 Confederación de la Clase Trabajadora (CCT) – Paraguay.
 Red Solidaria de Trabajadores – Pérou.
 Union syndicale progressiste des travailleurs du Niger (USPT) – Niger.
 Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSAS) – Sénégal.
 Unión Nacional para la Defensa de la Clase Trabajadora (UNT) – El Salvador.
 Solidaridad Obrera (SO) – État espagnol.
 Independent Workers Union of Great Britain (IWGB) – Grande-Bretagne.
 Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (OZZ IP) – Pologne.
 Centrale démocratique des travailleurs de Martinique (CDMT) – Martinique.
 Associazione Diritti Lavoratori Cobas (ADL COBAS) – Italie.
 Pakistan Labour Federation (PLF) – Pakistan.
 Organisation démocratique syndicale des travailleurs de Centrafrique (ODSTC) – Centrafrique.
 Palestine New Federation of Trade Unions (New Unions) – Palestine.



Organisations syndicales nationales professionnelles

National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (RMT/TUC) – Grande-Bretagne.
 Centrale nationale des employés – Confédération syndicale chrétienne (CNE/CSC) – Belgique.
 Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (SINALTRAINAL/CUT) – Colombie.
 Trade Union in Ethnodata – Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector – Grèce.
 Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (SYNTRASEH) – Bénin.
 Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (ASFOC-SN) – Brésil.
 Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (ORSA Ferrovie) – Italie.
 Union nationale des normaliens d'Haïti (UNNOH) – Haïti.
 Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (CUB SUR) – Italie.
 Coordinamento Autorganizzato Trasporti (CAT) – Italie.
 Syndicat des travailleurs du rail – Centrale démocratique des travailleurs du Mali (SYTRAIL/CDTM) – Mali.
 Gıda Sanayii İşçileri Sendikası – Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (GIDA-IŞ/DISK) – Turquie.
 Syndicat national des travailleurs du Petit train bleu/SA (SNTPTB) – Sénégal.
 Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (ANFACSS) – Panama.
 Palestinian Postal Service Workers Union (PPSWU) – Palestine.
 Union syndicale étudiante (USE) – Belgique.
 Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (STCC) – Portugal.
 Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (Sinutapetrolgas) – Venezuela.
 Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Publicos – Mexique.
 Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (CUPW-STTP) – Canada.
 Syndicat autonome des postiers (SAP) – Suisse.
 Federación nacional de trabajadores de la educación (SUTE-Chili) – Chili.



Plateforme nationale des organisations professionnelles du secteur public – Côte d'Ivoire.
Fédération nationale des ouvriers et collectivités locales – Union marocaine du travail (UMT-Collectivités locales) – Maroc.
Centrale générale des services publics FGTB, cheminots (CGSP/FGTB Cheminots) – Belgique.
Botswana Public Employees Union (BOPEU) – Botswana.
Organisation démocratique du rail – Organisation démocratique du travail (ODR/ODT) – Maroc.
Federacao Nacional dos Trabalhadores em Transportes Aéros do Brasil (FNTTA) – Brésil.
Federação Nacional dos Metroviários (FENAMETRO) – Brésil.
Namibia Football Players Union (NAFPU) – Namibie.
Palestinian Electricians' Trade Union (PETU) – Palestine.
Missão Pública Organizada – Portugal.
Syndicat national des travailleurs du secteur industriel du Togo (SYNATSITO) – Togo.

Organisations syndicales locales

Trades Union Congress, Liverpool (TUC Liverpool) – Angleterre.
Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (ORMA Brescia) – Italie.
Fédération syndicale SUD-Service public, canton de Vaud (SUD-Vaud) – Suisse
Sindicato Unitario de Catalunya (SU Metro) – Catalogne.
Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (DERİ-İŞ Tuzla et Izmir) – Turquie.
L'Autre syndicat, canton de Vaud (L'autre syndicat) – Suisse
Centrale générale des services publics FGTB, Ville de Bruxelles (CGSP/FGTB Bruxelles) – Belgique.
Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (IG Metall Berlin) – Allemagne
Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahia Blanca (SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahía Blanca) – Argentine
Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT – Argentine.
UCU University and College Union, University of Liverpool (UCU Liverpool) – Angleterre.
Sindicato di base Pavia (SDB Pavia) – Italie.
United Auto Workers local 551 Ford Chicago (UAW Ford Chicago) – Etats-unis.
Sindicato Uno Prodinsa, Maipú – Chili.
Asociación Gremial de Trabajadores del Subterráneo y Premetro, Buenos Aires (SUBTE/CTAt) – Argentine.
Syndicat des travailleurs du transport de Téhéran et sa banlieue (Vahed) – Iran.
Sindicato Único de Trabajadores de Notimex, (SutNotimex) – Mexique.

Eğitim Sen section de Diyarbakır (Eğitim Sen Diyarbakır/KESK) – Turquie.

Organisations syndicales internationales

Industrial Workers of the World – International Solidarity Commission (IWW).

Courants, tendances ou réseaux syndicaux

Transnationals Information Exchange Germany (TIE Germany) – Allemagne.
Émancipation tendance intersyndicale (Émancipation) – France.
Globalization Monitor (GM) – Hong Kong.
Courant syndicaliste révolutionnaire (CSR) – France.
Fronte di lotta No Austerity – Italie.
Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI) – France.
Basis Initiative Solidarität (BASO) – Allemagne.
LabourNet Germany – Allemagne.
Resistenza Operaia – operai Fiat-Irisbus – Italie.
Workers Solidarity Action Network (WSAN) – États-Unis.
United Voices of the World (UVW) – Grande-Bretagne.
Unidos pra Lutar – Brésil.
Corriente Político Social Sindical 1º de Mayo de Buenos Aires – Argentine.
Coordinamento Nazionale Unitario Pensionati di oggi e di domani (CONUP) – Italie.
National Association of Human Rights Defenders – Palestine.
Red de Trabajadores – Argentine.
Coordinadora Sindical de Solidaridad de Cartagena (CSSC) – Colombie.

HALTE À LA RÉPRESSION ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AVEC LE PEUPLE COLOMBIEN

Un mouvement de protestations et de grèves de grande ampleur secoue la Colombie depuis le 28 avril dernier. Si cette mobilisation, dans la continuité de celles de novembre 2019 et 2020, a déjà entraîné le retrait de la réforme fiscale du gouvernement Duque et la démission du ministre des finances Alberto Carrasquilla, la répression qui s'abat sur le peuple colombien en lutte est terrible.

Selon différentes organisations de droits humains présentes sur le terrain, le résultat de l'intervention de la police et de l'armée serait à ce jour de 31 morts, une dizaine de cas de violences sexuelles, plus de 500 détenu·es, plus de 800 blessé·es et de multiples disparitions, menaces et agressions contre des défenseur·euses des droits humains.

Après six jours de grève continu, le Comité de grève national rassemblant les syndicats et organisations progressistes du pays ne désarme pas. Il appelle à intensifier la mobilisation en réponse aux atrocités commises par le gouvernement. Le comité, dont nos camarades de la CUT-Colombie, de la CTC et de la CGT Colombie font parties, rappelle les objectifs centraux : les garanties et libertés démocratiques, les garanties constitutionnelles pour la mobilisation et la protestation, démilitarisation des villes, fin des massacres et punition des responsables, et, de même, le démantèlement de l'ESMAD (police répressive responsable de nombreux meurtres).

Le Comité exige en outre la mise en place immédiate d'un plan d'urgence résumé en six points : 1. retrait de la loi sanitaire 010 et renforcement d'une vaccination massive ; 2. un revenu de base pour tous

équivalent au salaire minimum mensuel ; 3. une politique de défense et de subventions de la production nationale (agricole, industrielle, artisanale, paysanne) ; 4. la gratuité complète de l'éducation ; 5. fin des discriminations liées au genre, à la sexualité ou à l'ethnie ; 6. fin des privatisations et abrogation du décret 1174 (récente réforme du travail portant atteinte aux droits fondamentaux et voyant les règles en vigueur en matière de sécurité sociale, de travail et de retraites violées).

Le Comité national de grève rappelle que les ressources pour répondre à ces demandes se trouvent dans les prêts de la Banque de la République, l'utilisation des réserves internationales, la renégociation de la dette extérieure, l'élimination des exonérations fiscales pour les grands capitaux individuels et les grandes entreprises nationales et étrangères, les contrôles sur l'évasion fiscale, les paradis fiscaux et la corruption.

Les institutions françaises et européennes ne peuvent garder le silence face à la violence de l'État colombien et aux graves abus contre les droits humains dans le pays.

La CGT appelle à la solidarité internationale avec le peuple colombien, pour la fin immédiate de la répression et l'application des revendications du Comité national de grève. La CGT appelle l'ensemble de ses organisations et de ses adhérent·es à se joindre aux rassemblements de solidarité.

5 MAI 2021

